



Voir le monde comme un Palestinien â?? Lutttes intersectionnelles contre Big Tech et lâ??apartheid israÃ©lien

Description

Par Apoovra PG, le 14 fÃ©vrier 2023

Avec la collaboration de Big Tech, lâ??Ã©tat israÃ©lien a dÃ©ployÃ© toujours plus dâ??outils numÃ©riques pour espionner, surveiller et rÃ©primer les Palestiniens afin dâ??asseoir son rÃ©gime dâ??apartheid. La Palestine se trouve Ã lâ??extrÃªme pointe du colonialisme numÃ©rique et constitue donc un point de dÃ©part crucial pour la rÃ©sistance mondiale.



Kashfi Halford/www.kashfihalford.com/(CC BY-NC 2.0)

En mai 2021, alors que les forces israéliennes lançaient une intense vague de frappes aériennes sur la bande de Gaza assiégée, faisant 256 victimes palestiniennes et des dizaines de milliers de blessés, Google et Amazon Web Services (AWS) ont signé le projet Nimbus, un contrat de 1,2 milliard de dollars pour fournir des services de cloud au gouvernement et à l'armée israéliens. Les deux sociétés fourniront effectivement l'infrastructure technologique de l'occupation israélienne des territoires palestiniens. Trois centres de données sont déjà en cours pour ce projet. Amazon Web Services a également fourni la plateforme en nuage pour le logiciel espion Pegasus jusqu'à ce que la nouvelle du projet Pegasus éclate, et continue de le faire pour l'application Blue Wolf, qui permet aux soldats israéliens de capturer des images de

Palestiniens à travers la Cisjordanie occupée, puis de les comparer aux bases de données de l'armée et des services de renseignement.

Avec son impact considérable et sans précédent, ce contrat n'est qu'une manifestation des liens profonds entre Israël et les grandes entreprises technologiques. Hewlett Packard Enterprise (HPE), par exemple, avait un contrat exclusif pour fournir des serveurs de 2017 à 2020 pour la base de données de la population d'Israël, qui a également été utilisée pour déterminer diverses formes d'exclusion des citoyens palestiniens d'Israël et des résidents de Jérusalem-Est occupée. La Big Tech a contribué à maintenir une occupation fondée sur le contrôle militaire et la surveillance perpétuelle, que les Palestiniens dénoncent depuis des décennies comme une forme d'apartheid et de « colonialisme de peuplement ». Amnesty International et d'autres organisations internationales, le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés (TPO) et un nombre croissant de gouvernements estiment qu'Israël commet le crime d'apartheid.

L'omniprésence de la technologie et du contrôle numérique, ainsi que la monétisation des données personnelles, ont conduit à ce que les données deviennent la nouvelle frontière du colonialisme. Comprendre le rôle de Big Tech dans la consolidation de la violation par Israël des droits de l'homme palestiniens met en évidence l'urgence de remettre en cause ce colonialisme mondial des données. Ceci est la fois parce que les méthodes de répression testées sur les Palestiniens sont adoptées dans le monde entier, et parce qu'en remettant en question les Big Tech, leur collusion avec les agences militaires et de surveillance et leur vol de nos données, nous pouvons construire des luttes intersectionnelles contre la matrice d'oppression de militarisation, de capitalisme néolibéral et d'apartheid israélien que les Big Tech soutiennent et dont elles profitent.

Les liens profonds entre Israël et Big Tech ont permis un flux bidirectionnel de profits, de crimes et de complicités. Cela permet à Israël de déployer des technologies à innovation rapide développées par des sociétés transnationales (STN) et de les intégrer dans sa surveillance, son contrôle et sa répression des Palestiniens. Dans le même temps, la technologie israélienne développée pour contrôler le peuple palestinien est mise à la disposition des entreprises technologiques israéliennes et internationales qui peuvent la développer et exporter dans d'autres pays à des fins répressives. Considérez certaines de ces statistiques compilées par la campagne palestinienne Stop the Wall dans son rapport Digital Walls :

• Au cours des dernières décennies, plus de 300 multinationales technologiques de premier plan ont établi des centres de R&D en Israël, représentant environ 50 % des dépenses de R&D [recherche et développement] des entreprises commerciales.

• Ces multinationales ont acquis un total de 100 entreprises israéliennes. Un certain nombre d'entre elles, telles que Intel, Microsoft, Broadcom, Cisco, IBM et EMC ont acquis plus de dix entreprises locales au cours de leur activité en Israël.

• Plus de 30 licornes technologiques des entreprises en démarrage évaluées plus d'un milliard de dollars US sont situées en Israël. Cela représente environ 10 % des licornes du monde.

Cette relation symbiotique stimule les investissements de Big Tech en Israël et renforce la croissance de la technologie numérique militarisée et de la surveillance, dont Israël a été le pionnier mais qui ne lui est pas propre.

Big Tech et guerres impériales mondiales

Le contexte spécifique de Big Tech et de l'apartheid israélien fait partie d'une structure de pouvoir mondiale de domination, de racisme et d'états coercitifs. La technologie numérique comprend des systèmes de surveillance d'abord utilisés par l'armée, comme l'affirme le rapport Digital Walls :

Les deux processus – la numérisation et la militarisation – ne sont pas seulement des évolutions parallèles partiellement temporelles. Ils sont profondément imbriqués : les premiers ordinateurs sont nés de la Seconde Guerre mondiale et l'internet a été développé pendant la guerre froide par l'armée américaine. Il n'est pas étonnant que la technologie, la recherche et l'industrie militaires tirent d'énormes profits du mariage de l'économie numérique.

Le projet Maven du Pentagone illustre comment ces processus et leurs interconnexions continuent de se développer en tandem avec les guerres impériales mondiales. Depuis le début des années 2000, l'armée américaine utilise des drones pour attaquer des cibles dans d'autres pays, causant énormément de pertes civiles. Le projet Maven a pour but de poursuivre les attaques de drones en analysant les images de surveillance – l'aide de l'intelligence artificielle (IA). Google avait initialement été chargé de ce projet, mais s'est retiré à la suite des objections de ses propres employés. Le contrat a ensuite été attribué à AWS et Microsoft, et a depuis été transféré à la National Geospatial-Intelligence Agency (NGA) des États-Unis.

Le projet Big Tech Sells War, qui a suivi la collusion entre les entreprises technologiques américaines et la violence anti-musulmane et l'islamophobie, a noté que « (l) a loi [Patriot] autorise le gouvernement à surveiller les Américains et même à détenir indéfiniment des immigrants qui ne sont pas accusés de crimes. Son adoption a ouvert les portes aux Big Tech pour qu'elles deviennent, avant tout, les courtiers de nos données personnelles, en les vendant aux agences gouvernementales et aux entreprises privées, ici et là étranger, et en déclenchant l'économie des données ». L'Agence nationale de sécurité américaine (NSA), dont le programme de surveillance de masse a été révélé par l'ancien contractant et lanceur d'alerte Edward Snowden, a eu accès aux serveurs de Microsoft en septembre 2007, à Google en janvier 2009, à Facebook en juin 2009, à YouTube en 2010 et à Apple en octobre 2012, conformément aux modifications apportées à la loi sur la surveillance du renseignement étranger, qui ont été renouvelées depuis.

Des décennies de normalisation de la surveillance de masse, l'introduction d'attaques à distance par drones par l'armée américaine, et la construction de murs et d'autres mécanismes de contrôle des frontières pour empêcher l'entrée des immigrants, ont dépendu des progrès constants de la technologie pour classer, surveiller et attaquer les gens. Cette évolution est parallèle à celle de la Big Tech, qui est devenue l'industrie multimilliardaire qu'elle est aujourd'hui. Une chronologie des deux trajectoires – de l'évolution des technologies de compression et de la croissance de Big Tech – se trouve dans la campagne Big Tech Sells War. En 2013, AWS a remporté son premier contrat de cloud aux États-Unis avec la CIA,

la National Security Agency (NSA) et d'autres agences de renseignement américaines. En avril 2022, la NSA a attribué à AWS un contrat (distinct) de 10 milliards de dollars pour des services informatiques en nuage. Microsoft a protesté contre l'obtention par AWS de ce contrat, qui succède au contrat informatique Joint Enterprise Defense Infrastructure (JEDI), dont Microsoft disposait en 2019. En mars 2021, Microsoft a signé pour fournir des casques de réalité augmentée HoloLens à l'armée américaine dans le cadre d'un contrat d'une valeur d'environ 21,88 milliards de dollars sur 10 ans.

Big Tech Sells War calcule qu'au cours des 20 dernières années, les contrats de Big Tech avec le Pentagone et le département de la Sécurité intérieure (DHS) se sont élevés à environ 44 milliards de dollars. Il expose également la porte tournante (sans surprise) entre l'establishment de la défense américaine et les cadres des grandes entreprises technologiques : au moment de la rédaction de cet article, le directeur de la Sécurité chez AWS, Steve Pandelides, avait travaillé pour le Federal Bureau of Investigation (FBI) pendant plus de 20 ans, notamment au National Counterterrorism Center et à la Operational Technology Division. Jared Cohen a travaillé chez Google où il a fondé Jigsaw, chargé de développer des outils de lutte contre le terrorisme pour les plateformes de médias sociaux, entre autres. Il était auparavant chargé de la planification des politiques pour le département d'État américain et travaille aujourd'hui chez Goldman Sachs.

La technologie d'apartheid israélienne

Voir la situation du point de vue des Palestiniens permet de dissiper le brouillard, tant donné la complicité de Big Tech dans le système d'apartheid israélien. Dès avant sa création en 1948, par le biais du nettoyage ethnique de centaines de milliers de Palestiniens, Israël a déployé son appareil militaire et de surveillance pour les déposséder, les fragmenter et les priver de tout pouvoir. Le corps de renseignement des forces d'occupation israéliennes, l'unité 8200, a été fondé en 1952. Depuis lors, il a été chargé de collecter des renseignements et de décrypter des codes. L'espionnage et la surveillance de masse des Palestiniens sont le moteur d'une grande partie du développement rapide des nouvelles technologies en Israël. Voici comment l'Autorité israélienne de l'innovation parle de la cyberguerre :

La cyberguerre a toujours été l'avant-garde de l'industrie high-tech israélienne. [à ?] La combinaison gagnante de diplômés des unités technologiques des FDI [Forces de défense israéliennes] et d'un environnement d'innovation soutenu par l'Autorité de l'innovation permet à la technologie israélienne de pointe de façonner l'avenir dès aujourd'hui.

Israël exporte, avec ses armes et ses technologies, ce paradigme de sécurité à des peurs fabriquées justifiant des réponses autoritaires de la part des États pour assurer leur « sécurité » et leur « survie ». Dans le cas du régime d'apartheid israélien, ce besoin de sécurité ne s'attend qu'à la population juive, tandis que les Palestiniens vivent à des degrés divers de privation de droits, privés de sécurité par les politiques israéliennes.

L'unité 8200 peut mettre sur écoute n'importe quelle conversation téléphonique dans les territoires palestiniens occupés. Des caméras à reconnaissance faciale sont installées à une pour 100 Palestiniens dans Jérusalem-Est occupée. Des informations privées sont utilisées pour faire chanter les Palestiniens afin qu'ils deviennent des informateurs. Les caméras Hawk Eye conçues pour lire les plaques d'immatriculation permettent aux forces de police israéliennes

dâ??obtenir des informations et la localisation des vÃ©hicules en temps rÃ©el. Les points de contrÃ´le israÃ©liens sont Ã©quipÃ©s dâ??une technologie de reconnaissance faciale, initialement fournie par HP. Lâ??application Â« Blue Wolf Â», surnommÃ©e le Â« Facebook des Palestiniens Â» secret de lâ??armÃ©e israÃ©lienne, capture des images de Palestiniens dans toute la Cisjordanie occupÃ©e et les compare Ã la base de donnÃ©es gÃ©ogrÃ©e par lâ??armÃ©e et les services de renseignement israÃ©liens. Les soldats israÃ©liens sont rÃ©compensÃ©s pour avoir capturÃ© un grand nombre de photos de Palestiniens sous occupation.

MÃªme le Â« panopticon Â» de Jeremy Bentham ne peut rendre compte de cette situation, car il ne visait quâ??Ã surveiller afin de contrÃ´ler, alors quâ??IsraÃ©l et son appareil technologique visent Ã surveiller, contraindre, faire chanter et violer â?? le tout dans le cadre de son rÃ©gime dâ??apartheid.

Tout comme lâ??industrie de lâ??armement, la sphÃ¨re technologique numÃ©rique israÃ©lienne est dÃ©ployÃ©e dans un systÃ¨me dâ??apartheid, dans lequel les outils et les applications sont Â« testÃ©s sur le terrain Â» sur des Palestiniens avant dâ??Ãªtre exportÃ©s. Jalal Abukhater, dans lâ??article citÃ© prÃ©cÃ©demment, note :

Pour les entreprises israÃ©liennes engagÃ©es dans le dÃ©veloppement de technologies de surveillance et de logiciels espions, les territoires occupÃ©s ne sont quâ??un laboratoire oÃ¹ leurs produits peuvent Ãªtre testÃ©s avant dâ??Ãªtre commercialisÃ©s et exportÃ©s dans le monde entier Ã des fins lucratives. Pour le gouvernement israÃ©lien, ce rÃ©gime de surveillance est Ã la fois un outil de contrÃ´le et une activitÃ© lucrative.

En effet, comme lâ??a rÃ©vÃ©lÃ© le projet Pegasus, le logiciel espion Pegasus du groupe israÃ©lien NSO a Ã©tÃ© utilisÃ© dans le monde entier pour espionner des journalistes et des militants ainsi que des dirigeants du gouvernement et de lâ??opposition. En Inde, par exemple, la liste des personnes ciblÃ©es par le logiciel espion Pegasus comprend toute personne qui conteste sÃ©rieusement le gouvernement de droite de Modi. Il est bien connu que les armes et les technologies militaires israÃ©liennes sont utilisÃ©es comme moyen de rÃ©pression dans le monde entier. Cependant, le rÃ´le de Big Tech dans la production et lâ??exportation de technologies rÃ©pressives par IsraÃ©l est encore obscurci.

Big Tech profite de lâ??apartheid

Si son rÃ©gime dâ??apartheid et de colonisation est le Â« laboratoire Â» de production dâ??armes et de technologies rÃ©pressives, câ??est Big Tech qui fournit les investissements nÃ©cessaires et soutient la prolifÃ©ration de lâ??industrie israÃ©lienne des technologies de lâ??information et de la cybersÃ©curitÃ©, dont elle profite largement.

Les principaux gÃ©ants de la technologie, de Microsoft Ã Google en passant par AWS, sont activement engagÃ©s dans lâ??industrie technologique israÃ©lienne. Microsoft aurait acquis deux entreprises israÃ©liennes de cyber-sÃ©curitÃ© entre 2015 et 2017. Adallom, qui a Ã©tÃ© fondÃ©e par un vÃ©tÃ©ran de lâ??unitÃ© spÃ©ciale du renseignement israÃ©lien, a Ã©tÃ© achetÃ©e en 2015 pour 320 millions de dollars, et Hexadite pour 100 millions de dollars en 2017.

En 2019, AWS, contractÃ© avec Google pour construire la plateforme cloud dâ??IsraÃ©l avec Google, a travaillÃ© avec des centres de donnÃ©es locaux pour mettre en place lâ??infrastructure cloud. Dans le cadre du projet Nimbus, Google a rÃ©cemment mis en place une rÃ©gion cloud locale en IsraÃ©l. Selon le contrat, les deux entreprises se sont Â« engagÃ©es Ã effectuer des achats rÃ©ciproques et

À lancer une coopération industrielle en Israël «l'équivalent à 20 % de la valeur du contrat». Le deuxième plus grand centre de R&D de Facebook est également basé en Israël.

Les États qui achètent des logiciels d'espionnage et des technologies numériques israéliens pour réprimer leurs citoyens consolident le régime d'apartheid israélien et doivent être remis en question, tout en exposant la complicité et les profits des grandes entreprises technologiques basées aux États-Unis.

Praxis de l'intersectionnalité : La campagne « No Tech for Apartheid

L'expansion du contrôle de Big Tech et sa complicité dans la répression militaire ont été contrôlés par divers défis et par la résistance de la base. Depuis la phase initiale des dénonciations par les lanceurs d'alerte jusqu'aux campagnes actuelles exposant les profits de la guerre par les entreprises Big Tech, il existe une demande croissante pour mettre fin à l'arsenalisation de la technologie.

Aux États-Unis, par exemple, une campagne populaire intitulée No Tech for ICE met en évidence le rôle clé joué par Palantir et AWS dans la fourniture de l'infrastructure pour l'Immigration and Customs Enforcement (ICE) ainsi que pour d'autres organismes d'application de la loi impliqués dans la politique brutale de séparation des familles de l'administration Trump. Palantir a recueilli des informations sur les individus, ce qui a permis aux agences de l'État de suivre et de construire des profils d'immigrants à expulser, tandis qu'AWS a fourni des serveurs pour héberger les outils de Palantir.

Les organisateurs communautaires reconnaissent et réagissent rapidement au mode numérique de militarisation et de répression, qui se manifeste non seulement dans les exportations des géants de la technologie vers des États répressifs, mais aussi dans la manière dont la censure et le silence numériques sont utilisés pour écraser les voix de la résistance et amplifier les idéologies de droite et agressives. Cela a également été mis en évidence par des groupes de défense des droits numériques tels que 7amleh, le Centre arabe pour le développement des médias sociaux et Sada Social, qui ont montré comment, lors de l'assaut de Gaza en 2021 et de la lutte populaire qui a suivi, le contenu lié à la Palestine a été censuré par des plateformes de médias sociaux telles que Facebook et Instagram. Il existe un discours croissant sur les droits numériques qui rassemble des organisateurs de base et des experts en technologie qui s'efforcent de rendre la sphère numérique ouverte et démocratique plutôt que de servir d'outil d'assujettissement.

Plusieurs employés actuels (et anciens) d'entreprises technologiques se sont joints à ces forces pour protester contre l'utilisation de leurs produits pour violer les droits des personnes marginalisées et à des fins militaires. Ils ont mis en lumière les profondes implications éthiques de toute implication dans l'automatisation de la guerre. En 2018, un an avant son expiration, Google a annoncé qu'il ne renouvellerait pas son contrat avec Project Maven. Comme indiqué précédemment, Microsoft et AWS ont remporté le contrat.

La campagne contre le projet Nimbus présente une opportunité cruciale de rassembler les luttes contre la Big Tech à partir de diverses perspectives : les Palestiniens et les militants de la solidarité, les travailleurs de la tech, les droits numériques et les militants du travail et de la lutte contre la militarisation.

Plusieurs mois après l'annonce du contrat, 90 employés de Google et 300 employés d'Amazon ont écrit une lettre ouverte pour le condamner et s'opposer à la décision de leurs employeurs de « fournir à Israël et au gouvernement israéliens des technologies utilisées pour nuire aux Palestiniens ». Certains des protestataires ont fait face à des représailles, comme Ariel Koren, qui a reçu un ultimatum pour démissionner des États-Unis au Brésil, malgré de grandes pétitions publiques contre cette action. Koren a quitté Google en août 2022, notant dans sa déclaration de démission que « Google réduit systématiquement au silence les voix palestiniennes, juives, arabes et musulmanes qui s'inquiètent de la complicité de Google dans les violations des droits humains des Palestiniens à au point d'exercer des représailles officielles contre les travailleurs et de créer un environnement de peur ». D'autres se sont joints à elle pour dénoncer les mesures de rétorsion prises à l'encontre de ceux qui ont soutenu cette campagne.

Outre la profonde complicité d'AWS dans l'industrie israélienne des technologies de l'information et de la cybersécurité, et son soutien à la répression dans d'autres pays, comme le montre l'exemple de ICE, ses antécédents en matière de traitement inhumain des travailleurs et de lutte contre les syndicats ont été largement rapportés. La formation de l'Amazon Labor Union à Staten Island a donc été un moment historique pour le mouvement syndical américain. Dans l'ensemble, les actions de ces employés sont susceptibles d'inquiéter les PDG des grandes entreprises technologiques aujourd'hui.

Au-delà du soutien aux agences militaires et de surveillance, qui contribue essentiellement à renforcer la militarisation de la vie quotidienne des gens, il y a aussi la question du contrôle de nos données par Big Tech. Les aspects de notre vie qui laissent des traces dans le monde virtuel sont désormais presque inévitables sont intégrés dans des algorithmes qui influencent profondément nos choix, nos opinions politiques et nos décisions. Les mouvements de défense des droits numériques appellent à la défense de notre vie privée et de notre sécurité et s'opposent à la commercialisation des données personnelles, ce qui n'est nulle part aussi évident qu'avec Google. On assiste à une contestation croissante du contrôle des Big Tech sur les vies et les choix individuels codifiés dans les données. Les alternatives au colonialisme des données ont également suscité des débats animés sur l'open source, la propriété publique, etc.

À l'extrémité du colonialisme numérique, la Palestine est donc un signe de ce qui est à venir et donc le point où nous devons d'abord résister. Au nom de la réduction de la fracture numérique, les grandes entreprises technologiques s'implantent plus profondément, extraient des données et en tirent profit. La pandémie de COVID-19 a exacerbé ce phénomène, car des personnes du monde entier ont dû travailler et étudier à domicile, la plupart du temps sans avoir accès aux technologies et aux équipements numériques.

L'intérêt croissant des étudiants et des universitaires pour la remise en question du contrôle exercé par les grandes entreprises technologiques, telles que Google, dans le domaine de l'éducation, et son lien direct avec l'oppression des Palestiniens, a incité la campagne mondiale « No Tech for Apartheid » à élaborer une boîte à outils pour l'organisation sur les campus universitaires.

La campagne contre le projet Nimbus se situe à l'intersection de la solidarité palestinienne et des mouvements anti-apartheid, des droits du travail, des droits numériques, de la décolonisation et de la démilitarisation. Dans ce mouvement en pleine évolution, elle offre un regard clair sur la matrice d'oppression de la militarisation, du capital néolibéral et de l'apartheid israélien, que Big Tech soutient et dont elle tire de énormes profits. Il s'appuie sur la compréhension développée par les campagnes contre les Big Tech dans la guerre, et rassemble de nombreuses communautés en lutte contre un contrat qui a des implications profondes pour tout le monde. Les systèmes interconnectés qui nous oppriment exigent que nos formes de résistance s'unissent également, pour défier les forces qui cherchent à nous isoler. La solidarité n'existe que dans l'action, et par son existence même en tant que force intersectionnelle, elle sape la violence infligée par le colonialisme, le patriarcat, le racisme et le néolibéralisme. La technologie n'est pas conçue pour être neutre, et alors que des aspects de nos vies se déplacent de plus en plus dans cette sphère, et que ses opérations et mécanismes restent loin d'être démocratiques, avec la force de la résistance mondiale, ses outils de base peuvent encore être rendus démocratiques et accessibles.

Source : [Transnational Institute \(TNI\)](#)

Traduction AG pour l'Agence Média Palestine

Tags

1. big tech
2. intersectionnel

date créée

2023/02/21